

la 4e page que depuis quinze ans le Canada a amené 75,000 enfants et que le nombre s'accroît sans cesse. Or, le nombre total d'enfants, sans compter les enfants accompagnés de leurs parents, venus dans les quinze années finissant le 31 mars 1924, n'est pas de 75,000, mais bien de 21,552. Depuis 1868, il n'en est venu environ que 80,000. Il n'en est pas venu 10,000 dans les dix années antérieures au 31 mars 1924 et le total pour les dix années précédentes a été environ de 25,000. Pour trouver le chiffre le plus élevé, il faut remonter à l'année 1905-06, alors qu'il est venu 3,264 enfants; c'est la seule fois que l'on ait dépassé le chiffre de 3,000 par année.

M. WOODSWORTH: Je demanderai au ministre de commenter les statistiques que j'ai données. Les conteste-t-il?

L'hon. M. ROBB: Je ne les ai pas examinées du tout, mais si elles ne sont pas plus exactes que celles que j'ai remarquées, je ne voudrais pas perdre mon temps à les examiner.

M. GARLAND (Bow-River): Monsieur le président, il y a un aspect de cette question d'immigration des enfants dont ce comité ferait bien de tenir compte. Il y a au Canada, à Ottawa même, un grand nombre d'orphelins, des enfants canadiens, nés de parents canadiens, qui seraient heureux d'avoir un foyer. Les dames qui sont allées visiter ces endroits m'ont dit que les enfants montaient sur leurs genoux et les serraient dans leurs bras, tant ils ont besoin d'affection. Or, il me semble que tandis qu'on laisse partout au Canada ces orphelins au soin de la charité publique, ce n'est pas une très bonne politique que de dépenser le produit des impôts pour importer des enfants d'autres pays. Voilà ce que je pense. Nous nous devons d'abord aux enfants de notre pays. Au lieu d'en prendre soin comme on devrait le faire, nous les abandonnons à la charité que peuvent faire quelques bonnes âmes un peu partout dans le pays.

L'hon. M. MACDONALD: L'honorable député ne sait-il pas que l'entretien de ces enfants dans sa province est sous la direction du gouvernement qu'il appuie, le gouvernement qui dirige le premier ministre Greenfield, et non de ce gouvernement-ci?

M. GARLAND (Bow-River): Oui et je sais aussi que même dans cette province, nous ne savons plus où loger les faibles d'esprit à la suite de l'importation de ces jeunes immigrants. Le ministre s'est bien amusé avec les quelques remarques qu'il a faites après que

j'eus fini. Je vais dissiper une ou deux de ses illusions. Je conviens avec lui que la propagande faite par le département de l'Agriculture de l'Alberta autour du nom de M. Hoadley ne représente pas plus la moyenne des conditions dans l'Alberta que sa propre propagande.

L'hon. M. MACDONALD: L'honorable député me permettra-t-il une autre question? Peut-il dire au comité s'il y a un gouvernement dans ce pays-ci ou ailleurs que lui, avec son tempérament irlandais, d'être toujours "contre le gouvernement", voudrait jamais appuyer?

M. GARLAND (Bow-River): Non, monsieur le président. C'est le genre de commentaire que j'attendais de l'honorable ministre; je ne pouvais pas m'attendre à autre chose de sa part. Le ministre, dans son argumentation, a essayé de faire croire que M. Hoadley parlait pour la province d'Alberta et que, bien entendu, le député de Bow-River pouvait parler pour une partie, mais non pour l'ensemble de cette province.

L'hon. M. ROBB: Que dire des décisions de l'ensemble du cabinet?

M. GARLAND (Bow-River): Un instant, s'il vous plaît. J'ai par hasard entre les mains deux vœux exprimés à la convention annuelle des Fermiers unis d'Alberta qui constituent la plus forte société agricole du Canada et qui va encore être plus forte à la suite de ce que fait le Gouvernement.

M. CANNON: N'en soyez pas trop sûr.

M. GARLAND (Bow-River): L'honorable député de Mackenzie (M. Campbell) me souffle qu'il s'agit plutôt de l'inaction du Gouvernement et c'est exact. Permettez-moi maintenant de dépeindre la situation clairement au comité. A cette convention, M. Hoadley a adressé la parole, il a parlé d'immigration. Il s'est adressé à la section féminine de cette convention d'immigration. Madame Parlbay a aussi parlé d'immigration. Après que ces deux personnes, citées ce soir, par mon honorable ami, eurent parlé, les cultivateurs venus de diverses régions de la province pour se réunir en convention et connaissant la situation telle qu'elle était, ont adopté ces deux vœux. On me permettra de les lire. Le premier a été adopté par la convention annuelle de la United Farm Women de l'Alberta tenue du 20 au 23 janvier. Le voici:

Immigration

Considérant que la situation financière du pays est telle qu'elle nous porte à croire qu'on ne devrait pas encourager des immigrants à venir ici tant que cette situation ne sera pas modifiée, de manière à ce que